

RECASEMENT DES HABITANTS DU BARDO

L'opération a commencé dans un calme précaire

Encadrée par un dispositif sécuritaire impressionnant, l'opération de recasement des habitants du quartier Bardo a commencé, hier, sans incident.

Le recours des autorités locales à la distribution de plus de 100 logements supplémentaires à la veille même de cette opération avait apaisé un tant soit peu les esprits, mais ce calme reste précaire sachant que personne parmi les propriétaires n'a encore quitté les lieux et qu'aucun bulldozer n'a encore emprunté les dédales de ce quartier. En fait, ils n'ont même pas pensé au déménagement à partir du moment où l'Etat ne les a pas encore indemnisés. Tous les commerces étaient ouverts, le plus normalement du monde, sauf que la mesure prise par les services de la wilaya ayant trait à la coupure de l'alimentation en électricité et en gaz de ville, et aussi le départ de plusieurs dizaines de locataires ont perturbé quelque peu leur activité.

A l'intérieur des deux établissements touchés par l'éradication de ce vieux quartier, à savoir le collège Omar-Ibn-El-Khattab et la lycée Tayeb-El-Okbi, les parents d'élèves non concernés par le relogement au cours de cette première étape, qui sont venus s'enquérir de la situation de leurs enfants, lesquels avaient signé

une pétition avant-hier sollicitant le maintien de l'activité scolaire jusqu'à la fin de la saison en cours, se sont retrouvés devant le fait accompli. Les décisions portant orientation des élèves de ces deux établissements vers d'autres CEM et lycées implantés à travers la ville de Constantine ont été, sitôt, annoncées. L'arrivée du chef de daïra et les membres de la commission chargée par le wali de gérer le dossier des recours a provoqué une ruée de certains contestataires qui n'ont pas eu la chance d'avoir un logement dans le quota distribué hier. Dans ses palabres avec les citoyens qui demandaient une régularisation de leur situation encore improbable, le président de la commission, un universitaire qui porte la casquette FLN, selon ses dires, a exprimé ses intentions politiques qui sont derrière l'acceptation de la mission que le wali lui a confiée. «Ce n'est pas moi qui ai dirigé le recensement ni les enquêtes y afférentes, mais j'ai pu avoir une bonne centaine de logements supplémentaires. Je sais qu'un bon nombre de concitoyens, usant de tricherie, ont bénéficié de

logements, mais ça ne m'intéresse pas. Pour moi, ils ont dupé la commission, et tant mieux pour eux. En tout cas, j'essayerai de grignoter d'autres unités habitables pour vous. Néanmoins, votez FLN dès que l'occasion se présentera», a-t-il appelé sans scrupules.

Cependant, une anarchie a régné pendant un moment autour de ces responsables avant qu'ils n'installent, vers 10h45 leur PC à l'école Okba-Ibn-Nafaa pour recevoir les doléances des contestataires et étudier, au cas par cas, leurs dossiers. Les élèves ont dû sortir durant la pause de midi par la porte inférieure de cette école.

En tout état de cause, cette commission avait effectué, la veille du recasement, une opération de tirage au sort pour ces nouveaux heureux, laquelle a duré jusqu'à une heure tardive avant-hier. Après l'étude des recours, 101 nouveaux bénéficiaires ont eu droit à des F2 et des F3. Les recours introduits auprès de la commission chargée du dossier ont atteint les 300. A Ain El Askar, en bas du quartier, où habite la totalité des concernés par le relogement dans le cadre de la première vague (600 familles + 101), seulement des locataires et autres habitants dans de véritables taudis ont pris le chemin de la

nouvelle ville. La plupart des autres habitants du quartier, détenteurs également d'arrêts d'attribution, n'envisagent pas de partir.

Il s'agit des propriétaires qui exigent l'indemnisation avant le recasement. Un propriétaire qui possède un R+3 avec deux locaux commerciaux au rez-de-chaussée est allé à même d'exhiber la photo de son fils, un ex-militaire victime du terrorisme et autres distinctions de ce «martyr» sur le balcon de son immeuble. «J'occupe tout un étage (5 pièces) alors qu'on m'a octroyé un F2. Ils n'ont, d'ailleurs, pas pensé à mon commerce. Où pourrais-je emmener toute cette marchandise ? Nous sommes une famille de moudjahidine, mais sans prétention aucune, nous n'avons rien demandé à l'Etat sauf qu'il nous indemnise correctement et nous quitterons l'immeuble sans problème, sinon nous n'irons nulle part», a avancé un sexagénaire. Enfin, les moyens mobilisés par la wilaya pour cette opération n'ont pu transporter que les meubles d'environ 60 foyers à midi. Un chiffre qui atteindra les 100 à la fin de la journée, selon un responsable de l'exécutif, soit un sixième des familles comme première étape.

Lyas Hallas

RÉFORMES ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES

Ce qui se passe en Algérie est «remarquable», selon l'Union européenne

Ce qui se passe en matière de réformes économiques et politiques en Algérie est «remarquable» pour l'Union européenne. Celle-ci souhaite que notre pays réussisse son processus de transition même s'il faut passer par des difficultés et des douleurs. Par ailleurs, la coopération algéro-européenne dans la lutte antiterroriste est «extrêmement intense».

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le centre de presse d'El Moudjahid a reçu hier lors d'une rencontre-débat l'Ambassadeur, chef de la Délégation de la Commission européenne en Algérie, Wolfgang Plasa, et l'Ambassadeur du Portugal à Alger, Luis de Almeida Sampaio. Ce dernier dont le pays a assuré, durant le second semestre 2007, avec «succès», la présidence de l'Union européenne. Lors de cette rencontre, les deux ambassadeurs européens ont présenté le traité européen de Lisbonne qui amende le dispositif juridique en vigueur et préfigure l'Europe future. Signé le 13 décembre 2007, ce traité doit toutefois entrer en vigueur au 1er janvier 2009 après l'achèvement des procédures de ratification en 2008. Cette ratification devant se faire essentiellement au niveau parlementaire à l'exception de l'Irlande où le processus doit passer par une phase référendaire. Une ratification possible à charge de se départir des contingences d'ordre interne et de bien sensibiliser les citoyens européens quant à la finalité de ce traité. Un texte qui vise, selon les deux diplomates européens, à mettre fin à la panne institutionnelle et aux incertitudes qui ont prévalu suite au rejet du projet de Constitution européenne de 2004. Un nouveau traité qui permettra également au Vieux Continent de

s'adapter et de relever les nombreux défis et challenges d'un monde devenu multipolaire. Outre le contenu et les perspectives de ce nouveau traité, de 250 pages et couplé notamment à une Charte des droits fondamentaux, cette rencontre-débat a abordé les relations entre l'Union européenne et l'Algérie.

Regarder vers le Maghreb est une priorité pour l'Europe

A ce propos, l'Ambassadeur portugais a estimé que «regarder» vers le Maghreb et l'Algérie devient «une priorité» pour l'Union européenne. Abordant la question des migrations, l'ambassadeur portugais a affirmé que «les problèmes migratoires ne peuvent être résolus avec une perception strictement sécuritaire». Sans remettre en cause la lutte contre l'immigration clandestine, il a appelé à «créer» les conditions du développement économique et social dans les pays de départ. Toutefois, la question de la libre circulation et des visas requiert une approche globale et une «politique intelligente et prospectiviste». Une question qui mérite une réflexion globale dans laquelle l'Union européenne s'est justement engagée. Quant aux relations algéro-européennes, Luis Sampaio a estimé que «ce qui se passe en matière de réformes économiques et politiques en

Algérie est «remarquable». En ce sens, il a relevé que les autorités algériennes affichent d'une façon «on ne peut plus claire» leur volonté de poursuivre ces réformes et insérer l'économie algérienne dans l'économie mondiale. Une insertion, la seule alternative pour le développement de notre pays, pour laquelle il n'y a «aucune tergiversation» mais «une détermination très lucide et moderne avec tout ce que cela implique comme respect des règles de l'orthodoxie financière internationale et de la bonne gouvernance».

La coopération est «extrêmement intense» dans la lutte contre le terrorisme

Tout en reconnaissant que tous les processus de transition passent de manière incontestable par des difficultés, des «lenteurs» et des «douleurs», il a estimé que l'Union européenne souhaite que ce processus réussisse en Algérie et qu'elle se doit d'y répondre de manière positive.

Tout en incitant les pays maghrébins dont le nôtre à développer l'intégration régionale économique et sécuritaire «indispensable» au dialogue avec l'Union européenne. Mais aussi en invitant notre pays à adhérer à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) afin de bénéficier de ses avantages en matière de règlement des litiges commerciaux. Les hôtes d'El Moudjahid ont également relevé que la coopération entre l'Algérie et l'Union européenne est «extrêmement intense» dans la lutte antiterroriste. Le terrorisme est un phénomène transnational qui ne peut être combattu que dans le cadre d'une coopération globale. A ce propos, le Chef de la Délégation de la Commission européenne a indiqué qu'une convention de financement a été signée récemment au profit du Centre africain d'études et de recherches sur le terrorisme (CAERT), relevant de l'Union africaine. Ce financement porte sur un montant de 1 million d'euros.

C. B.

IL PARLERA DE GOUVERNANCE AVEC LE CONSEIL EUROPÉEN

Bouteflika à Strasbourg fin janvier

Le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, est attendu le 26 janvier à Strasbourg au siège du Conseil européen. Avec cette institution européenne, le président de la République abordera plusieurs questions liées à la bonne gouvernance, et aux droits de l'homme. Outre cette visite déjà planifiée, le Chef de l'Etat pourrait rencontrer la Commission européenne. Cela même si les ambassadeurs du Portugal et de l'Union européenne ont indiqué, hier au siège du Centre d'El Moudjahid, qu'ils n'avaient aucune information à ce sujet.

C. B.

SYNDROME DE L'APNÉE DU SOMMEIL

La nécessité de remboursement du traitement

Ronfler, être obèse, avoir une hypertension artérielle et être fatigué durant la journée. Voici les principaux symptômes du syndrome de l'apnée du sommeil (SAS). La Société algérienne d'asthologie, d'allergologie et d'immunologie clinique a organisé hier le premier symposium international sur les troubles respiratoires de l'apnée du sommeil et de l'assistance respiratoire à domicile. Une rencontre ayant permis d'expliquer cette pathologie et de sensibiliser les pouvoirs publics pour sa prise en charge. Près de 4% de la population adulte en Europe sont concernés. Le professeur H. Douaghi, président de la Société algérienne d'asthologie, d'allergologie et d'immunologie clinique, a souligné que le SAS est considéré comme un problème de santé publique. Il touche aussi bien les adultes que les enfants ayant des amygdales importantes, avec une nette prédominance masculine. C'est la qualité de la vie de ces sujets qui est par la suite touchée. Au fait, les personnes qui souffrent d'apnées du sommeil, ronflent pendant la nuit et sont très fatiguées le jour. Par la suite, des somnolences durant la journée surgissent et peuvent être responsables d'endormissement, dans des moments où la vigilance est importante. Le risque d'accident routier, à titre d'exemple, est multiplié par six. «C'est pourquoi, il est impératif de diagnostiquer ces malades, pour leur proposer des thérapies qui ont fait leurs preuves dans le monde, notamment en Europe» a souligné H. Douaghi, chef de service d'allergologie au CHU de Beni Messous.

Le traitement comporte des mesures hygiéno-diététiques (la perte de poids) et surtout le port, durant la nuit, d'un masque respiratoire qui envoie de l'air et crée ainsi un courant d'air au fond de la gorge et l'empêche de se fermer. «Si deux tiers des sujets tolèrent cet appareil, il n'en est pas de même pour l'autre tiers des sujets» a néanmoins ajouté le président de cette société. Dans les cas d'apnées sévères, la chirurgie se présente comme l'ultime recours, ont affirmé les praticiens.

Des «distributeurs» sans suivi

En Algérie, selon le docteur Ghamaout, du CHU Beni Messous, la prise en charge de l'apnée du sommeil reste «très insuffisante», en raison du manque d'appareils de traitement. «Il existe très peu de prestataires de matériels (d'oxygénation et de soins à domicile) et le peu d'appareils disponibles sur le marché est hors de prix et non remboursé par la Sécurité sociale» a-t-il noté. Au fait, contrairement à la Tunisie et l'Europe, la prise en charge n'est pas remboursée à 100%. «Il existe des vendeurs d'appareils adaptés à des prix exorbitants.

Mais, de plus, il n'y a pas de prise en charge par la suite» a relevé un autre médecin. Aussi, les participants ont plaidé pour le remboursement par la Sécurité sociale, des appareillages respiratoires et des actes de soins à domicile. «Devant ces situations médicales particulières, tous les pays ont mis en place une stratégie de distribution de l'oxygénothérapie à domicile. Nous pensons qu'il est temps de faciliter l'installation dans notre pays de telles sociétés. Elles rendront aux malades et au système de santé de grands services», a relevé le Pr. Douaghi.

Les experts nationaux et internationaux ayant participé à cette manifestation ont également recommandé la mise en place d'un programme national de prise en charge des syndromes respiratoires de l'apnée du sommeil, par la création de laboratoires du sommeil dans un certain nombre de structures universitaires.

La mise en place d'une nomenclature des actes de soins à domicile, incluant l'assistance respiratoire et les autres soins (nursing, douleur, ...) et la formation de personnels para-médicaux et de techniciens médicaux de maintenance, sont aussi préconisées. S'agissant de ce dernier point, les spécialistes ont prôné la mise en place au niveau national d'une formation médicale continue (FMC), en direction des médecins généralistes et des spécialistes sur les pathologies du sommeil. Pour le Pr. Douaghi, ces propositions vont permettre de faire des économies de coûts de santé pour la collectivité, d'améliorer le fonctionnement des services hospitaliers (publics et privés) et de rendre d'énormes services aux malades et à leurs familles.

Meriem Ouyahia